

## EDMONTON

# LA CITÉ RÉSILIENTE, LE PROJET D'UN BONNIE DOON PLUS ÉCOLO



La Cité francophone, le « point de départ » pour un Bonnie Doon plus vert. Crédit photo : Mélodie Charest

« Le rêve, ça serait de créer notre propre énergie », résume Daniel Cournoyer, directeur général de la Cité francophone. Ce rêve porte un nom : La Cité Résiliente. Bien que le projet porte l'étiquette de la « Cité », le projet inclut « tout le monde ». En partenariat avec Just Powers, la Cité francophone et le quartier Bonnie Doon travaillent ensemble sur la construction d'un plan de transition écologique du quartier.

### Mélodie Charest

Journaliste

Just Powers œuvre dans la résilience écologique des communautés. Un concept qui réfère à la capacité d'une communauté à surmonter et prévoir

les éventuels événements imprévus qui se présentent à elle.

En 2018, Sheena Wilson, investigatrice du réseau Just Powers et Daniel Cournoyer font une demande à Alberta Ecotrust, un organisme qui défend l'environnement. 49 000 \$ leur est accordé « pour entamer cette recherche et ce travail d'analyse » explique le directeur de la Cité francophone.

Bien que Cité Résiliente englobe tout Bonnie Doon, « la Cité francophone constitue le point de départ du projet », peut-on lire sur le site web de Just Powers. L'étude, effectuée par une firme privée d'ingénierie, c'est « un engagement avec la communauté à large » affirme, avec ardeur, ce passionné de théâtre.

### De Paris à Bonnie Doon

Plus qu'un engagement, c'est un mariage. Le projet de transition écologique s'étale sur trois décennies afin de « se préparer pour l'avenir et atteindre, dans la mesure du possible les objectifs de l'Accord de Paris ».

L'accord de 2015, signé par le Canada, désire limiter la hausse de la température moyenne mondiale entre 1,5 °C et 2 °C d'ici 2025-2030. « C'est quoi les conséquences de ne pas atteindre ces objectifs », se questionne monsieur Cournoyer, à titre de directeur de la Cité francophone, mais aussi en tant que citoyen.

Le projet est un moyen de parvenir à cet objectif clima-

tique, mais aussi un moyen de faire des économies « dans la consommation énergétique de la Cité francophone que ce soit le chauffage, l'air climatisé — qui est un des éléments qui coûte le plus cher — ainsi que la réclamation d'eau ».

### Faire des éco-nomies ?

En 2016, l'Alberta a entamé sa transition énergétique en se détournant du charbon pour s'orienter vers le gaz naturel, une ressource plus verte. Selon le gouvernement du Canada, la production de la ressource en question reste « stable et le nombre de puits a connu une baisse, la productivité des puits a cependant augmenté avec le temps ».

Malgré cela, Daniel Cournoyer nourrit certaines craintes : « En ce moment, l'électricité ne coûte pas si cher, mais ils disent que [...] la consommation du gaz naturel risque d'augmenter, faire un stress sur les réserves et faire en sorte que les prix vont augmenter. [...] D'ici 20 ans, les coûts d'électricité [ liés à ceux du gaz ] peuvent augmenter de 200-300 % ».

C'est avec cette longue-vue que la Cité envisage la transition énergétique afin de conserver ses frais d'exploitation bas pour éviter de faire fuir les 38 organisations qu'elle abrite. En 2010, ses frais d'exploitation s'élevaient à 8 \$ le pied carré, soit de 4 à 6 \$ moins cher du pied carré en comparaison avec d'autres secteurs de la ville à cette même époque. « Comment peut-on garder la Cité toujours compétitive dans le marché et comment réduire nos coûts de consommation énergétique et autres », c'est la quête de la Cité Résiliente.

### La lumière au bout du couloir ?

Pour la première étape du projet, « on se penche beaucoup sur les lumières de la Cité francophone », dit Daniel Cournoyer. Un éclairage DEL pourrait engendrer « des économies de la consommation d'électricité de la Cité francophone de façon très importante, on parle de 40 % à 60 % d'économie » selon Daniel Cournoyer. Tendre vers ce type d'éclairage « c'est très vendeur, parce que c'est très clair et il y a plusieurs cas qui montrent que ça vaut l'investissement ».

Cependant, ce projet de grande envergure pourrait semer des questionnements ou des moments de découragement chez les locataires de la

Cité francophone. « Je pense que c'est la nature humaine de voir le retour le plus efficace ou le plus vite possible ». Tout de même, lors des consultations publiques au printemps dernier, les citoyens ont été nombreux et curieux. Reste à voir si les compagnies énergétiques albertaines auront la même attitude.

### Les défis

Pour que le Bonnie Doon soit une centrale d'énergie pour ses besoins, la source (ou les sources) d'énergie doivent être reliées à toutes les infrastructures du quartier. Par exemple, la superficie du terrain de la Cité francophone est trop petite pour accueillir une installation géothermique, mais le Campus Saint-Jean ou l'école Rutherford peuvent accueillir les bornes de géothermies et redistribuer leur énergie.

Cependant, « chaque rue et avenue de la Ville d'Edmonton sont des corridors de transports énergétiques et ça, ça tombe sous la tutelle de EPCOR. Même nous, si on voulait prendre l'énergie du Campus Saint-Jean pour la rendre chez nous [ou] à l'école Rutherford, ça serait toute une cabale, dans le sens politique, pour qu'il nous donne la permission de traverser leurs corridors ». EPCOR, compagnie des services publics edmontoniens, distribue de l'électricité chez 323 000 résidents et 35 000 commerciaux à Edmonton, et ce, pour un contrat à « perpétuité », peut-on lire sur le site web d'EPCOR.

Une résistance éventuelle de la part de compagnies énergétiques, mais aussi une vision de l'économie et de l'environnement qui converge de celle du gouvernement provincial semble être un défi pour Cité Résiliente : « Et là, c'est de voir si la politique est prête à suivre cette transformation-là. Et je pense qu'on peut dire que si on parle de rouvrir des mines de charbon, ça va à l'encontre de tout ça. Il y a des questions environnementales, il y a des questions qui sont plus sociétales » croit Daniel Cournoyer.

**Note :** Aux dernières nouvelles, la Covid-19 a mis le projet sur pause et les avancements des demandes de subventions faites aux gouvernements sont attendus pour dessiner la suite du projet.